



Communiqué de presse – 18 février 2015

Mercure : rien ne sert de courir, il faut partir à point

Le Parti socialiste (PS) salue le fait que le Conseil d'Etat soit actif sur le sujet et agisse aujourd'hui en toute transparence dans le dossier de la pollution au mercure. Le député Jérémie Pralong « regrette cependant le temps perdu, alors même que le premier rapport mentionnant cette problématique date de 2011 ». Le gouvernement a attendu quatre ans d'un silence coupable, malgré les nombreuses interventions de député-e-s du Groupe Alliance de Gauche (AdG/LA) au Grand Conseil.

Les premières informations transmises indiquent le volume de parcelles qui devront être assainies. Pour Mathias Reynard, conseiller national étant intervenu plusieurs fois à Berne, « ces données précisent également que nombre d'entre elles sont jugées comme étant trop faiblement contaminées pour nécessiter une intervention. 104 parcelles sont ainsi concernées et cette situation est proprement inacceptable, au vu de la perte de valeur de ces terrains pour les propriétaires concernés. » De plus, ces assainissements devront impérativement être payés par la Lonza ; les propriétaires n'étant en rien responsables de ces pollutions.

La session spéciale du Grand Conseil, prévue au mois de mars, devrait permettre de faire avancer plus rapidement les choses et le PS salue le fait que le Conseil d'Etat ait anticipé certaines interventions déposées :

- Large étude sur la santé de la population concernée (P5.0143)
- Assainissement Gamsenried (P.0114)
- Expertise sur le travail du bureau BMG (P 5.0123 – 5.0124) et de ses liens avec le domaine de la pharmaceutique (I 5.0116)

Le PS soutiendra la mise sur pied d'une Commission d'enquête parlementaire (CEP), visant à connaître les erreurs commises dans le passé, les éventuelles responsabilités des autorités cantonales en la matière et, surtout, à s'assurer que ce scandale ne touche pas d'autres régions valaisannes.

En effet, il est nécessaire de procéder à certaines investigations préventives, notamment dans la région d'Evionnaz, aux abords de l'entreprise BASF, avant que la construction d'une autoroute ne déterre une nouvelle pollution.

Adresses de contact :

- **Jérémie Pralong**, député au Grand Conseil,
- **Mathias Reynard**, conseiller national
- **Gaël Bourgeois**, président du PSVR